

# **La crise de l'hôpital public menace la santé de la population : nos associations veulent contribuer à sa résolution**

Monsieur le Président,

La pandémie que nous avons traversée, et dont nous ne sommes toujours pas sortis, a mis en lumière l'intense engagement des soignants au service des patients et du système de santé, et leur profonde fatigue à force de composer avec l'état d'urgence sanitaire.

De minutes de silence en tribunes médiatiques, en passant par les réseaux sociaux et les manifestations de rue, ils nous alertent quotidiennement sur la crise que traverse notre hôpital public, qui se traduit par des fermetures de lits (15 % de lits fermés en moyenne), voire de services entiers, y compris des urgences médicales, une réactivation des plans blancs pour faire face au manque de personnel, etc. Le nombre accru de postes vacants, les grandes difficultés à recruter et à fidéliser les personnels médicaux et paramédicaux, la multiplication des arrêts de travail liés à des situations de « burn out », l'augmentation des fuites vers le privé et le recours croissant et coûteux au travail intérimaire sont autant d'indicateurs du malaise de l'hôpital et de la détresse des soignants, auxquels le Ségur de la Santé a tenté de répondre sans y parvenir.

La situation n'est pas meilleure du côté médico-social ni du côté des soins de ville où les associations témoignent également de pénuries de personnels, de grandes difficultés concernant le maintien et l'aide à domicile, ainsi que pour trouver des médecins traitants.

Les patients que nos associations représentent sont de nouveau plongés dans une angoisse qu'ils partagent avec l'ensemble des familles et usagers du système de santé. Nous avons le sentiment que notre pays n'est plus en capacité de soutenir le système de santé qui nous permet d'accéder aux soins dont nous avons besoin dans des délais et à des conditions financières acceptables. Cette crise prive certains d'entre nous de soins essentiels, creusant de fortes inégalités entre les territoires et les établissements. Elle nous oblige à patienter (trop) longtemps pour un rendez-vous médical, à sortir (trop) tôt de l'hôpital et à subir la dégradation des conditions d'accueil et de prise en charge au motif qu'il n'y a plus ni temps ni moyens pour l'humanisation des soins.

Dans un tel contexte, comment affronterons-nous un éventuel rebond épidémique, annoncé à la rentrée ? Comment ferons-nous face aux conséquences d'une possible canicule estivale lorsque le personnel hospitalier sera en vacances ? Combien de déprogrammations seront décidées et quel en sera l'impact pour la santé des personnes concernées ? Et dès aujourd'hui, comment garantir la protection de la santé de tous, en tout lieu du territoire et à toute heure du jour et de la nuit ?

Si l'hôpital craque et n'est plus en mesure d'assurer ni son accès ni la qualité des soins, ni même le service minimum des urgences, alors nous irons vers la priorisation des malades et l'abandon des plus vulnérables d'entre nous.

La mission flash qui vient d'être confiée à François Braun permettra, au mieux, de circonscrire et de limiter la casse concernant les soins non programmés. Mais la crise a depuis plusieurs mois traversé les murs des urgences.

De la même façon, cette crise pointe les défaillances de la permanence des soins qui est la conséquence de la désorganisation de l'offre de soins de premiers recours et de la médecine libérale.

**Nous demandons** au Président de la République, au gouvernement et au futur parlement, que des moyens soient mis en œuvre afin que les conséquences de cette crise ne se mesurent pas seulement en lits fermés et en nombre de personnels faisant défaut, mais aussi en chances perdues voire en décès du côté des patients. Nous voulons un état des lieux précis (un observatoire), pour que les futures mesures tiennent compte, en tout premier lieu, de nos besoins croissants compte tenu du contexte épidémique et climatique, de notre santé mentale qui se dégrade et des défis qui restent à relever au regard du vieillissement de notre population et de la prévalence des maladies chroniques.

**Nous réclamons** des mesures urgentes pour les soins urgents mais aussi pour les soins programmés et pour sécuriser le déroulement des plans nationaux de santé qui permettent à notre pays de se projeter dans une dynamique d'amélioration.

Nous ne voulons, pour nos grands-parents, parents, enfants, amis, ni d'un hôpital sinistré et déserté, ni d'un système de santé sélectionniste et dégradé.

Autant de problèmes que nos associations souhaitent pouvoir discuter, aux côtés des autres parties prenantes, à l'occasion de la grande conférence sur la santé annoncée en juillet par le Président de la République.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre haute considération.